

CommunisteS

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 24



Juillet-août 2010

RESOLUMENT COMMUNISTE

Au 34ème congrès, un grand nombre de communistes se sont exprimés par des textes qui portaient l'exigence de faire vivre et renforcer le PCF et s'inscrivaient dans la théorie marxiste. Ils ont ainsi permis que soit clairement prise en compte la volonté des communistes de continuer le PCF en rejetant la métamorphose.

Nous avons partagé l'avis de nombreux communistes qui mettaient en doute que les délais impartis pour le 35^{ème} congrès permettraient le débat nécessaire en profondeur dans le parti.

Curieusement, ce congrès a été intéressant par bien des aspects, ne serait-ce que par la teneur des débats.

Certes, si le front de gauche a été au cœur des échanges, le congrès a repoussé l'idée que celui-ci se transforme en un nouveau parti politique et a refusé les adhésions directes au front de gauche, ainsi que la constitution de la fameuse association des partisans de ce dernier.

Nombreux ont été les camarades qui sans remettre en cause le front de gauche ont demandé une analyse critique des résultats des régionales et une discussion approfondie sur la stratégie.

Les communistes, à ce 35^{ème} congrès, ont commencé à s'emparer du débat. Son contenu s'est rapproché de la position majoritaire des communistes qui veulent faire vivre et renforcer le parti, même si la résolution en a amoindri la teneur et la force.

Il est temps d'avoir des éléments de réflexion pour savoir où en est le PCF dans sa stratégie. Le Front de gauche :

- A-t-il contribué à renforcer le poids du PCF dans la société ou au contraire à effacer notre parti ?.....
 - A-t-il ouvert une perspective de changement ?
- Il nous faut répondre à ces questions.

Les dynamiques de rassemblement ont occupé également une grande place. Rassemblement dans les luttes pour imposer dès maintenant les reculs au gouvernement et chasser du pouvoir SARKOZY et sa bande.

Il ne suffit pas de rassembler pour rassembler. Il faut inscrire dans la bataille d'idées des propositions transformatrices dont le peuple a besoin et permettre leur appropriation par le plus grand nombre.

Cette démarche, bien au-delà des forces organisées actuellement, s'adresse à toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir un nouveau chemin d'espoir. L'offre politique du conseil national d'octobre 2009 avait donné une autre dimension du combat du parti communiste, en proposant un élargissement du front de gauche, écartant ainsi le tête à tête des partis qui le composent.

Si nous voulons avancer, il nous semble qu'il faille dépasser le front de gauche en fronts de luttes anticapitalistes pour aller à un front populaire du XXIème siècle, à vocation majoritaire. Nous ne pouvons pas limiter notre horizon aux institutions actuelles et tenter de réformer le capitalisme.

Il n'y aura pas d'issue sans une rupture complète avec le système capitaliste, sans mise en place d'un nouveau mode de production, conduisant à un nouveau type de société.

Battre le capitalisme c'est reprendre le drapeau du socialisme pour le XXIème siècle.

Les jeunes communistes nous ont montré courageusement la voie à leur congrès de ce printemps.

Collectif CommunisteS PCF 17.

Congrès d'étape : La continuité dans la continuité dans le 17

Le congrès départemental du PCF s'est terminé sur le vote de la délégation au congrès national : **une délégation unicolore sans aucun délégué ayant participé à la campagne du Front de gauche**, et ce sous le regard impassible de L. Benoist de la direction nationale.

Juste avant, c'est le vote d'une « motion » prononcée par l'ancien secrétaire fédéral pour condamner l'envoi du numéro 23 de Communistes et... refuser les textes de la direction nationale. Naturellement pas de discussion. Le vote a été fait dans la foulée de la présentation.

Cette phase terminale illustre parfaitement pourquoi une dizaine d'intervenants (sur 28) ont abordé le manque de démocratie dans le 17 et le non-respect de la diversité. Un camarade résistant-déporté dira que l'ancien secrétaire fédéral ne rendait pas service au Parti, bien au contraire.

Mais après tout comme il a été dit à la tribune du congrès (toujours aussi unicolore), la fédé est démocratique puisque ces interventions ont eu lieu.

Le jeune secrétaire d'une cellule avait proposé que le congrès vote une motion sur la Palestine : le vote n'a jamais eu lieu.

Primauté du mouvement populaire, accord au sommet étaient mis en avant soit pour dénoncer l'alliance avec le PG soit avec le PS.

A ceux qui avançaient le respect du vote du conseil départemental concernant les régionales, d'autres opposaient le respect du vote majoritaire régional pour le Front de gauche.

Les textes de la direction nationale sur lesquels ont discuté l'ensemble des communistes de France n'ont pas été présentés. Les rapports d'introduction à la discussion ne reflétaient que le point de vue de la fédé : c'est de la malhonnêteté intellectuelle. Je ne reproche pas à la fédé d'avoir un point de vue différent de celui de la direction nationale (j'en ai aussi un). Mais les communistes ne sont pas adhérents du PCF « Rue de l'Escale », ils sont adhérents du Parti Communiste Français. Ils devraient discuter à partir de la ligne nationale quitte après à ne pas être d'accord et en proposer une autre.

Et des tas d'autres choses : motion de « soutien » au secrétaire fédéral, critique sur le nombre de délégués et d'adhérents (500 adhérents sur l'agglomération de La Rochelle pour 600 cotisants sur le département)....

Francisco Granados, non-délégué, interdit d'assister au congrès comme d'autres suite à une décision du conseil départemental pour y être finalement autorisé à 18h 30.

« L'Europe » des banquiers, des reculs sociaux, de la soumission nationale...et de Dominique Strauss-Kahn.

L'obstinée frilosité de la gauche française à combattre « l'Europe » qui impose partout, d'Athènes à Madrid et Lisbonne, de Dublin à Rome et Tallin, la même purge sociale, amputant salaires et retraites, détruisant services publics et emplois, cette frilosité a des racines en occident : elle se nomme opportunisme politicien, allégeance au social-libéralisme, ralliement carriériste à « l'Europe institutionnelle ».

La spéculation est le fruit naturel du capitalisme. Les banquiers et les traders à leur service, après avoir l'an dernier encaissé des milliards de bénéfices sur le dos de particuliers endettés, aux USA et ailleurs, ont « joué à la baisse » les dettes d'état de la Grèce, avant celles d'Espagne et d'autres à venir. En quelques jours, ils ont menacé l'Etat grec de faillite, et gagné par la même occasion quelques milliards d'euros.

« L'Europe supranationale », jamais avare de bonnes paroles, est depuis sa naissance au service des grandes banques. Sous prétexte de « sauver la Grèce », elle a trouvé subitement les centaines de milliards d'euros qui font défaut pour tout le reste. La France y contribue, pour des sommes énormes, dépassant largement ce qui manque à la Sécurité Sociale et aux retraites. Le seul but de cette cagnotte « aidant la Grèce » est de permettre aux dirigeants d'Athènes de

rembourser en temps et lieux l'argent qu'ils doivent aux banques. Les salariés grecs, eux, sont condamnés à travailler pour un salaire réduit jusqu'à la vieillesse, avec à la fin une retraite grignotée.

Le dernier « plan d'austérité » prétextant les dérives boursières, à Madrid, est signé Zapatero, chef du PS au pouvoir en Espagne. Le gouvernement grec qui a approuvé le désastre social imposé à son peuple est celui du socialiste Papandréou, et sa majorité au parlement d'Athènes l'a suivi. **A Paris, les députés socialistes ont voté avec l'UMP le prêt de 18 milliards à la Grèce**, pour garantir aux banques leur « dû », et le parrain, conjoint avec les hiérarques de Bruxelles et de Francfort, de ces mirifiques cadeaux aux banques, est Dominique Strauss-Kahn, président du Fonds Monétaire International, et futur candidat du PS aux élections présidentielles françaises de 2012, contre (?) Sarkozy, dont si peu le sépare en dehors du désir de pouvoir...

En fait, toute la social-démocratie européenne partage les objectifs de « l'Europe des 27 ». Comment pourrait-on espérer combattre l'Europe de Barroso avec quelque succès, en se mettant à la remorque de Strauss-Kahn et ses amis ?

Extraits de la Polex.

LA BANDE DU FOUQUET'S A FAIT MAIN BASSE SUR LES PAYSANS

« Je ne vous trahirai pas, je ne vous mentirai pas, je vous décevrai pas », lançait il y a trois ans, alors tout juste élu, Nicolas Sarkozy, devant une foule innombrable rassemblée place de la concorde, alors qu'il venait de quitter ses invités du FOUQUET 'S (capitaines d'industrie, banquiers, responsables MSA, responsables de la grande distribution, stars du show-biz, et autres milliardaires...). Et c'est bien à eux qu'il promettait de ne pas les trahir.

Alors pendant ce temps-là le malaise profond dans l'agriculture continue de plus en plus à s'installer. La crise financière frappe de plein fouet les exploitants familiaux au profit des amis du Président de la République.

De nombreux petits paysans disparaissent à cause d'une politique libérale au profit du capitalisme. Il disparaît dix paysans par jour : jusqu'où cela va aller ? Pourquoi un tel acharnement à vouloir les faire disparaître ? Pourtant, me semble-t-il, ils ne sont pas nuisibles à la société, puisque ce sont eux qui nourrissent la planète en entretenant le paysage.

Mais malheureusement l'injustice va sévir de plus en plus et 15% d'entre eux vont par force disparaître (je suis à la veille, peut-être, de ce prochain voyage ?) à la fin de l'année 2010.

Le revenu des paysans subit une baisse significative de 50 % en moyenne dans toutes les productions par rapport à il y a plus de vingt cinq ans.

Le coût de toutes les charges a augmenté : engrais, semences, produits phytos, cotisations MSA etc.....

Des exploitants familiaux en sont rendus au

point de ne plus faire réparer le matériel en panne car n'ayant plus de trésorerie pour faire face afin de pouvoir travailler.

La majorité de petits paysans en activité vit en dessous du seuil de pauvreté, beaucoup d'entre eux ont fait appel à la solidarité de misère du RSA (Revenu de Solidarité Actif) soit 400 euros /mois pour ceux qui en bénéficient et pour d'autres les miettes (en ce qui me concerne 177 euros) avec une situation en procédure de règlement amiable, à croire que cela doit me suffire pour vivre ??

Et se profile à l'horizon 2013 la future politique agricole (PAC) catastrophique pilotée par des orientations extrêmement libérales visant à « l'assainissement » des quelques petits paysans restants.

Nicolas Sarkozy avait annoncé un plan de trésoreries d'urgence en soutien aux agriculteurs en difficultés, et, comme par hasard, ceux qui en ont bénéficié ont été ceux qui n'étaient pas en difficultés financières.

Encore plus scandaleux, les BANQUES ont proposé à certains agriculteurs des prêts bancaires à un taux d'intérêt de 1,5% avec la possibilité de remplacement à un taux d'intérêt à trois %. Il s'agit de la spéculation de business mafieuse au service du capitalisme, des actionnaires multimilliardaires.

La situation des exploitants familiaux est telle que la concurrence libre et non faussée continue à tout va.

Sarkozy et sa bande du FOUQUET ' S continuent le pillage des paysans et de leurs retraites de misère...

Philippe Riché, Agriculteur, militant communiste.

Journée de solidarité

Notre camarade P. Riché connaît, comme de nombreux paysans, des difficultés pour vivre de son exploitation. Ses difficultés, il en analyse les causes dans l'article ci-dessus. Chaque jour est un nouveau combat.

Il a lancé un appel à solidarité, solidarité concrète pour relever les vignes mais aussi rencontre de lutte où la convivialité prenait tout son sens. Le vendredi 2 juillet, une trentaine de bénévoles ont répondu présent. Une forme de résistance à la disparition des paysans programmée par le capital. L'agriculture paysanne doit continuer à exister.

Retraites

La journée de manifestations du 24 juin pour réaffirmer son rejet au projet Sarkoziste sur les retraites à connu un grand succès.

Les salariés du public et du privé, les demandeurs d'emploi, les jeunes, les retraités ont exprimé leur opposition au projet de réforme injuste et inacceptable du gouvernement, notamment au report brutal des âges de départ à 62 et 67 ans qui pénalise entre autre les salariés ayant commencé à travailler jeunes et ceux ayant eu des carrières chaotiques et incomplètes, ainsi que l'allongement et l'augmentation de cotisation, la baisse du montant des retraites, la non prise en compte de la pénibilité, l'aggravation des inégalités entre les hommes et les femmes.

L'histoire de cette réforme, une des plus dures d'Europe, commencée depuis les deux dernières décennies, remontait à la surface.

C'était en 1993 la réforme Balladur qui faisait passer dans le privé la référence des 10 meilleures années à celle des 25 années, la base de calcul sur les prix et plus sur les salaires, l'allongement de la durée des cotisations à 40 ans provoquant une baisse continue et importante du montant des retraites.

C'était en 2001 le refus du gouvernement Jospin de la proposition des députés communistes d'une loi visant à l'ouverture du droit à la retraite à taux plein avant l'âge de 60 ans pour ceux qui avaient cotisé déjà 40 ans.

C'était en mars 2002, lors du sommet européen de Barcelone, la signature par Jacques Chirac et Lionel Jospin d'un texte prévoyant, entre autre, une modification en profondeur des retraites en recommandant la fin des préretraites, l'augmentation de cinq ans de l'âge moyen de la cessation d'activité, la mise en place des fonds de pension.

C'était en 2003, la loi Fillon généralisant et durcissant la loi Balladur en augmentant la durée de cotisation, les décotes....

C'est le démantèlement des lois élaborées sur la base du Conseil National de la Résistance

et initiées par des ministres communistes et syndicalistes tel celui de la sécurité sociale Ambroise Croizat.

Toutes ces mesures arrivent dans une situation économique dégradée où le chômage est en hausse et touche fortement les jeunes et les seniors. Elles renforcent l'exploitation capitaliste et l'augmentation des profits. Cette entreprise est généralisée dans toute l'Europe dirigée par la droite ou les sociaux libéraux qui pérennisent le capitalisme.

Il y a là une bataille politique à mener particulièrement auprès des jeunes à qui on fait croire que ne pouvant espérer une retraite par répartition ils ont à se tourner vers les fonds de pension et autres assurances privées où les attend la finance internationale.



économique.

Ce qui menace les retraites, ce n'est pas l'allongement de l'espérance de vie mais le niveau du chômage et de la précarité. Cela suppose une redistribution des ressources financières de notre pays, moins pour les spéculateurs et les boursicoteurs, plus pour les salariés et les retraités ; moins pour les profits, plus pour les salaires.

65 % de nos citoyens sont attachés à leur système de retraite qui a fait ses preuves et se déclarent prêts à intervenir pour le défendre. Celui-ci se porte bien pourvu que nous lui en donnions les moyens !

En se mobilisant pour agir et contrecarrer les mauvais coups du Pouvoir et du Patronat, retrouvons-nous dans les manifestations du 7 Septembre 2010 au moment où s'ouvrira le débat parlementaire.

Marie-Ange Savineau

Postier(e) en souffrance

Mal-être au travail cela devient notre quotidien. La santé des agents ainsi que leurs conditions de travail se dégradent un peu plus chaque jour. Des accidents de travail et maladie professionnelle en forte hausse.

De son côté, la Poste préfère parler du mal-être des agents sur leurs situations personnelles. Or comme le confirme une lettre des médecins ce sont bien les restructurations qui occasionnent les dégâts parmi le personnel.

Faute de moyens de remplacement, les agents n'arrivent plus à obtenir des congés à des dates permettant de les partager avec leurs familles.

Des agents de la distribution confrontés à des situations d'épuisement physique et psychique liées aux nouvelles organisations du travail : certains démissionnent, d'autres prennent des médicaments, d'autres pètent les plombs...

Retour d'un arrêt de maladie, la boule au ventre. 10 minutes avec notre chef d'équipe. Petites questions : Que t'est-il arrivé ? As-tu des soucis personnels ? Il faut nous en parler. Leur en parler ? Pour quoi faire ? Je ne vois pas ce qu'il pourrait faire, car sachant les inaptitudes de chacun des salariés sur des postes, faute de personnel, il nous y met de temps en temps, d'où de nouveau des soucis de santé. Petit ressenti, la santé passe par le moral. Si vous ne l'avez plus...

Un petit bémol « Questionnaire sur les conditions de travail », ce questionnaire individuel reste confidentiel « Afin d'affiner les résultats, nous avons besoin des informations suivantes :

- 1) Travaillez-vous le matin ? Le soir ?
- 2) Travaillez-vous au tri ? A la distribution ?
- 3) Vous sentez-vous stressé ?
- 4) Pouvez-vous mesurer votre stress sur une échelle de 1 à 10 ?
- 5) Prenez-vous des tranquillisants ?
- 6) Avez-vous des problèmes de courbatures ? ».

Cela n'est plus un questionnaire confidentiel, car nous leur donnons leurs informations.

Selon un sondage dans d'autres entreprises, les salariés déclarent avoir mal au coude (16%), poignet (25%), genou (17%), dos (50%). Les 3/4 des salariés qui éprouvent une gêne font un lien avec leur activité quotidienne, 62% en parlent avec leurs médecins du travail, mais 30% seulement avec leur hiérarchie.

Comment peut-on parler de tout ça, en sachant qu'il faudrait travailler plus, jusqu'à 62 ans pour certains. Mais dans quel état serons-nous ?

M. B.

PAROLES DE COMMUNISTES

Je viens de lire les déclarations et motions retenues par la conférence fédérale du 11 Juin 2010.

Belles déclarations, bien écrites, rien à ajouter. Mai pourquoi ne mettez-vous pas en pratique ce que vous clamez haut et fort et avec lequel nous sommes tous d'accord ? Vous parlez de Démocratie, d'écoute et de dialogue, de respect des camarades, êtes-vous sûrs de bien les mettre en application ?

Mais où est donc passée la motion du Sud-Saintonge ? Oubliée sans doute, ou plus sûrement censurée !

Voilà des mois que de nombreux communistes de ce département cherchent à se faire entendre, des mois qu'ils se heurtent à un mur, des mois que vous êtes sourds à toutes autres visions que la vôtre, non seulement vous refusez un vrai débat, mais vous pratiquez le mensonge, l'insulte, les attaques personnelles, la censure...



Vous vous étonnez que des communistes écrivent dans un autre journal, qu'ils expriment dans une autre publication que les "Nouvelles" des critiques sur la direction fédérale, fassent part de leur point de vue sur les choix politiques que vous faites. Mais comment pourrait-il en être autrement ? Vous ne débattiez pas, vous imposez votre point de vue. Les "Nouvelles" de la Charente-Maritime, journal des communistes de ce département sont devenues la tribune de propagande de la direction fédérale, vous censurez tous les articles qui ne vont pas dans votre sens.

Je ne partage pas tous les points de vue exprimés dans le dernier numéro de "CommunisteS", je suis opposé aux attaques personnelles. Mais je comprends que des camarades puissent déborder face à votre attitude. Quand vous opposez le mépris, l'insulte, l'indifférence, le mensonge, et les menaces (les exemples ne manquent pas) à des communistes sincères qui ne demandent qu'à débattre sur les choix et les orientations de notre parti à un moment important de notre histoire. Vous êtes opposés au front de gauche, et ce choix mérite d'être respecté, d'autres camarades ne partagent pas votre point de vue, ils méritent eux aussi d'être respectés. Etes-vous sûrs de détenir la vérité? Pour ma part je ne la détiens pas, je ne partage pas votre opinion mais j'écoute vos arguments et je réfléchis comme tous les communistes.

L'insupportable, ce n'est pas que nous soyons en désaccord, l'insupportable c'est votre attitude inadmissible, votre comportement agressif, vos tricheries, c'est indigne de la part de communistes, de "camarades" ce mot camarade signifie la solidarité, le respect, la fraternité : vous le salissez.

Vos belles déclarations ne servent qu'à masquer la vérité sur vos façons d'agir qui sont à l'opposé.

Je m'interroge sur les raisons de votre comportement, communiste de longue date, ayant côtoyé beaucoup de nos dirigeants fédéraux, je ne comprends pas votre attitude et je cherche à comprendre.

Pourquoi vous en êtes arrivés là. Seriez-vous "ces vieux dinosaures accrochés à vos mandats d'élus"? Je ne le souhaite pas, mais que penser de votre comportement ?

Je ne vous adresse pas mes salutations fraternelles, ce serait hypocrite.

Gérard Chubilleau, *Communiste du Sud-Saintonge, Adhérent depuis 1968*

Courrier adressé à une responsable de la fédé.

Objet : Réponse à notre entrevue...

Je vois que mon courrier vous est parvenu, tu me l'as fait savoir de vive voix le jour du 1^{er} mai 2010.

Tu as des doutes sur ce que j'ai écrit, tu supposes la manipulation.

Je suis allée à l'école, je n'ai besoin de personne pour faire mon courrier et encore moins de penser à ma place.

Tu n'as pas été capable de me répondre sur la proposition de Ségolène Royale des huit places négociées et refusées par la direction de la fédération du PCF de la Charente-Maritime.

Tu confonds élections locales et élections régionales. Faut-il te rappeler qu'un vote des communistes a eu lieu pour les 4 départements en Poitou-Charentes ! Mais je ne vais pas refaire l'historique puisque tu le connais.

Tu te permets de mettre en doute mon militantisme, je pense que depuis des années que je suis adhérente au PCF j'ai fait ma part de travail.

Il est vrai que depuis quelques temps je n'ai plus envie de m'investir autant, mais ce n'est pas irréversible, je pense revoir ma position lorsque la Fédération de la Charente-Maritime aura fini de taper à boulets rouges sur certains camarades.

Je croyais dur comme fer à la devise de la France : « LIBERTE EGALITE FRATERNITE ».

Mais qu'en avez-vous fait ? Toi et les dirigeants de la Fédération de la Charente-Maritime.

Combien d'adhérents au PCF en Charente-Maritime et qui a la liste ? Pourrais-je avoir une réponse ?

Tu me dis que tu es fatiguée de toutes ces manœuvres politiciennes mais à qui la faute !

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Article 2 – Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article 11 – La libre communication des pensées et des opinions est un des droits le plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

AURAI-JE MIS A FEU ET A SANG LE PCF ET LA FRANCE ENTIERE ?

Reçois ma camarade mes salutations.



Pascale Grelaud.

Marennnes en Fête, à l'Huma 17...



*Animation autour du stand
avec l'affiche pétition*

Un débat sur les retraites sur notre stand avec des responsables syndicaux départementaux (CGT et FSU) en présence d'une vingtaine de participants.

Une restauration allant du Périgord à l'Espagne, accompagné d'une ambiance musicale, ont fait de ce Samedi 3 juillet une journée constructive et festive.



Dans l'attente du débat

En revanche **carton rouge** pour les « camarades », Brahim Jlalji, Patrick Bouffet, Gilbert Bernard et Patrick Guedon, pour leurs agressions (physiques et verbales), lors de l'installation du stand de Marennnes vendredi 2 juillet envers le secrétaire de cellule de Marennnes, ses enfants et les camarades venus donner la main à l'installation du stand.

Plainte a été déposée auprès du procureur de La Rochelle, à la suite de ces faits graves et inacceptables.

Un grand merci à tous les camarades qui ont travaillé à l'organisation de cette journée...

Yves LETRANCHANT

Merci à ceux qui nous ont encouragés et apporté un soutien financier.

Bonnes vacances à tous !

Quelques brèves du Professeur Oulianou

Censure,

S. Guillon et D. Porte ont été licenciés à France-Inter. Le directeur J.L. Hees justifie sa décision en les traitant de dictateurs.

La démocratie est sauvée. Ouf !

Tentative de censure,

La motion proposée par l'ancien secrétaire de la Fédé du 17 exprime la désapprobation avec le contenu de notre journal « CommunisteS ». Elle demande solennellement aux auteurs de cette publication de mettre un terme à ces pratiques détestables. Sic !

Nous vivons une époque moderne.

La Fée Mélusine le vaut bien !

Mme Royal a désigné ses représentants sur le territoire du Poitou-Charentes.

5 ne sont pas des élus régionaux. Parmi eux, P. Fromonteil, secrétaire régional du PCF qui a fait campagne ouvertement pour S. Royal en dépit du vote majoritaire régional des communistes.

Qu'on se le dise,

La fédé du 17 avait contesté la régularité du vote régional des communistes pour le Front de gauche.

La commission nationale des conflits du PCF a validé ce vote.

Gauche ou droite ?

M. Aubry a déclaré : « ... le PS ne veut conserver le départ à 60 ans que pour ceux qui ont commencé à travailler tôt ou qui ont eu des emplois pénibles... Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps... »

Et après cela la fédé du 17 et les signataires de Communisme 21 parlent du virage à gauche du PS : Comprenez qui pourra !

L'enfumage,

L'ex-secrétaire d'état C. Blanc s'était fait offrir aux frais de la princesse pour 12 000 € de cigares. La ministre de l'économie Marie-Antoinette Lagarde lui a conseilléd'arrêter de fumer !

Saisine de la commission nationale des conflits du PCF.

Suite au refus de la direction départementale du PCF de Charente-Maritime de participer aux dépenses de campagne électorale concernant les élections régionales de mars 2010, laissant aux trois fédérations sur les quatre de Poitou-Charentes, la charge de la dette, **le conseil départemental de la Vienne du PCF a décidé de s'associer au recours déposé auprès de la commission nationale des conflits par la fédération de la Charente.**

En effet, au vu du vote des communistes Picto-Charentais du 23 novembre, validé par la commission nationale des conflits, et conformément aux principes d'unité énoncé par les statuts, la fédération de la Charente-Maritime se doit d'être solidaire des autres fédérations pour assumer financièrement avec celles-ci les conséquences du choix collectif des communistes.

Souscription « Elections Régionales »

Fin mai la souscription réalisée en Vienne et Charente totalisait 45 025 € dont 5 514 € (soit 12,25%) collectés par les camarades de Charente-Maritime. Ces chiffres sont encourageants même s'ils ne couvrent pas l'ensemble des frais.

Notre collectif invite les camarades et les sympathisants à continuer la souscription.

Je verse

Nom : Prénom :

Adresse :
.....

Somme versée :

Libeller les chèques à l'ordre de **ADF PCF 86** et les adresser à : PCF 86 ; 140 Grand Rue ; 86 000 Poitiers

Un reçu vous sera adressé en temps utile pour bénéficier d'une réduction fiscale de 66 % de la somme versée.

J'accepte que mon nom soit publié

Je désire garder l'anonymat.

COLLECTIF PCF 17 AMC 17. BP 2056. 17010 LA ROCHELLE CEDEX
Mel : collectif.pcf17@wanadoo.fr
Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/collectif.pcf17>.